

SOLIDARITÉ

Les moissons de la révolte en Inde

Après s'être soulevés victorieusement en 2021, les paysans indiens aspirent plus que jamais à changer de modèle agricole. Reportage au Pendjab, le grenier à blé du pays.

JEUDI 30 NOVEMBRE 2023 CÔME BASTIN

INDE Une fois sorti d'Amritsar, la grande ville du nord du Pendjab, de vastes champs de blé mûr s'étendent à l'infini. Tranchant avec ce paysage monochrome, ils sont une centaine de paysans Sikhs, reconnaissables à leur barbe et à leur turban, à avoir déployé tapis et drapeaux colorés sur les rails. A l'appel du syndicat agricole Kisan Marzoor, ils occupent la ligne de train qui relie Amritsar à New Delhi, la capitale indienne. «Nous bloquons les trains, parce que la situation des agriculteurs est désespérante. Dans le Pendjab, les paysans sont prisonniers de la monoculture du blé et du riz qui épuise les nappes phréatiques», explique Kanwar Daleep, président du syndicat des paysans Kisan Marzoor.

Alors que le soleil se couche, du thé au lait et du riz sont distribués, comme lors du blocage de New Delhi en 2020 et 2021. Les paysans indiens ont porté alors le plus grand mouvement de contestation de l'Inde contemporaine. Pour s'opposer à la libéralisation du secteur agricole, des paysans du Pendjab, puis de toute l'Inde, ont encerclé la capitale pacifiquement mais implacablement durant douze mois, bravant l'hiver, le coronavirus et la police. En novembre 2021, le premier ministre, Narendra Modi, a finalement suspendu sa réforme dont une des conséquences redoutées aurait été la liquidation des tarifs minimums d'achats garantis par l'Etat sur certaines récoltes.

Deux ans plus tard, la colère gronde encore. «Je suis venue depuis la région de New Delhi pour soutenir ce blocage car le gouvernement veut livrer les terres des paysans aux géants agroalimentaires», témoigne Mehrunisha, 60 ans. «Beaucoup redoutent que la libéralisation reviennent sous une autre forme si nous baissons la garde», abonde Kanwar Daleep. «D'autre part, nos demandes n'ont pas été satisfaites. Nous demandons à ce que les prix minimums soient pérennisés et étendus à d'autres cultures que le blé et le riz, afin qu'il soit possible d'en sortir.»



CBN



Au cœur de la révolution verte

Si le Pendjab, avec l'Etat voisin de l'Haryana, est à l'avant-garde de la contestation du monde agricole en Inde, c'est qu'il a été au cœur de la révolution verte du pays. C'est sur les terres du Pendjab, très plates et fertiles, arrosées par deux rivières, que le gouvernement a lancé dans les années 60 un vaste programme de plantation de semences hybrides industrielles à grands renforts de fertilisants et de pesticides. La production de céréales a rapidement explosé – l'Inde est aujourd'hui un pays exportateur. Mais ce modèle est à bout de souffle. Le père de la révolution verte indienne, mort en septembre, alertait lui-même sur les dérives de ce productivisme.

«La saison du blé se finit, je vais planter du riz», raconte Purun Singh, qui cultive 15 hectares près de la frontière du Pakistan . «Pour chaque hectare, il me faut acheter 420 euros d'intrants. J'obtiens 3000 kilos dont je tire environ 750 euros. Mais il y a beaucoup d'autres coûts: l'entretien des machines, la location des terrains, l'école pour les enfants.» Comme lui, ils sont nombreux à vivre de récoltes aléatoires vendues à des prix qui stagnent... face à un coût de la vie de plus en plus élevé et un climat imprévisible.

Cet équilibre financier précaire est rompu au moindre aléa, comme les inondations cet été dans le sud du Pendjab. Pour financer les graines hybrides et les produits chimiques de la saison suivante, les plus petits fermiers en viennent à emprunter, ce qui peut conduire au pire. «Il y a cinq ans, j'ai dû vendre un hectare pour rembourser mon prêt», raconte l'agriculteur Balour Singh. «Les récoltes ne se sont pas améliorées, on a dû hypothéquer nos terrains qui vont bientôt être saisis. Beaucoup de fermiers sont surendettés comme moi.» Selon la Panjab University, au moins 9000 d'entre eux se sont donné la mort ces vingt dernières années rien que dans le Penjab, dont 88% étaient surendettés.

En roulant à travers les étendues vertes du grenier de l'Inde, on voit parfois d'épaisses fumées s'élever dans les airs. C'est le brûlage de la chaume, pratiquée par les paysans lorsqu'ils passent de la culture du blé à celle du riz, comme en ce mois d'octobre. Cette technique, liée à la monoculture, provoque une importante pollution de l'air. Depuis la route, on aperçoit aussi des fermiers arroser leurs champs de pesticides toxiques sans protection. Des substances que beaucoup d'experts jugent responsable du nombre élevé de cancers parmi les agriculteurs, notamment à cause de l'arsenic qu'ils contiennent.

Timide transition

«Où faire pousser? Que faire pousser? Quelles graines acheter? Avec quels entrants les arroser? Tout cela est décidé par le marché, qui en tire les bénéfiques», regrette Umendra Dutt. Depuis le village de Jaito, cet ancien journaliste a lancé en 2005 la Kethi Virasat Mission, une des plus grandes ONG du Pendjab, qui a aujourd'hui formé des milliers de paysans à l'agriculture biologique. «Tout miser sur le blé a été une tragédie, poursuit-il. D'une agriculture centrée sur les semences, il faut passer à une agriculture centrée sur les sols et introduire de nouvelles espèces comme le millet.»

Amar Singh a passé au bio en 2015. Il a été formé par la Kethi Virasat Mission près de Jaito. «Je me suis décidé parce qu'autour de moi, de nombreux fermiers ont attrapé des maladies, notamment le cancer, à force de baigner dans les produits chimiques.» Le paysan nous guide le long d'un petit canal à travers les champs de blé. «Sur deux hectares, je plante du curcuma, du sésame, du millet, de la canne à sucre, sans pesticides et avec beaucoup moins d'eau. Cela demande plus de travail car on ne peut pas utiliser les grosses machines. Je gagne un peu en vendant à des particuliers. Mais la transition serait plus rapide avec l'aide du gouvernement.»

La parcelle bio d'Amar Singh est installée au milieu d'hectares de blé nourris aux produits chimiques. On se demande si sa production sera vraiment «sans pesticides». De plus en plus de paysans sont conscients de la nécessité de cultiver différemment, mais la plupart peinent à le faire. «On ne peut pas parler d'une tendance de fond», confirme Rajinder Singh, porte-parole du syndicat Kirti Kazan Union, qui veut porter le combat sur le plan politique. «Lorsqu'un agriculteur se convertit au bio, sa production baisse pendant quelques années. Or ils sont déjà très endettés... Pour changer de modèle, il faut donc subventionner la transition.» Des demandes qui ont émergé avec la révolte des fermiers et qui sont aujourd'hui portées par les syndicats, désireux de reprendre la lutte.

A l'approche des élections générales en Inde de mai 2024, et après la victoire partielle obtenue en 2021, force est cependant de constater que les paysans du Pendjab choisissent pour l'instant l'expectative.

L'IMPASSE DE L'AGRICULTURE CHIMIQUE

Sangeet Toor documente l'histoire des luttes paysannes et féminines en Inde et participe au mouvement de contestation. *Le Courrier* a rencontré cette écrivaine et militante basée à Chandigarh, la capitale du Pendjab

Qu'est ce qui a changé depuis la révolte des fermiers indiens en 2021?



Sangeet Toor: En faisant reculer Narendra Modi, l'homme fort du pays, les agriculteurs ont compris que le peuple avait le pouvoir. Ils ont depuis renversé les partis traditionnels lors des élections du Pendjab, portant au pouvoir le parti d'opposition AAP qui soutient une partie de leurs demandes. Des projets issus de la révolte perdurent, comme *Trolley Times*, un média ancré à gauche né sur les autoroutes lors du blocage de Delhi, auquel je participe. Récemment, des reportages vidéos de *Trolley Times* ont permis l'abandon de projets

industriels menaçant la forêt ou les sols.

La cause écologique a-t-elle progressé?

Avec les cancers qui se multiplient parmi les agriculteurs, la pollution des eaux partout au Pendjab, les syndicats ont pris conscience de l'impasse de l'agriculture chimique productiviste. La sortie du cercle vicieux de la monoculture du blé et du riz est désormais une de leurs priorités. Ils se battent pour cela, pour étendre le système de prix garantis par le gouvernement central à toutes les cultures afin de permettre une diversification des semences, avec un filet de sécurité, et ainsi pouvoir faire face au changement climatique.

Quelles formes peut prendre le mouvement à l'avenir?

Les syndicats et une partie des agriculteurs continuent le combat et sont aussi emparés d'enjeux nationaux comme la liberté d'expression et la démocratie. Mais il ne faut pas se mentir, le mouvement de masse s'est terminé avec le retrait des réformes libérales du secteur agricole en 2021. Je pense que les manifestations géantes peuvent ressurgir si le gouvernement tente à nouveau d'introduire des réformes drastiques qui menacent le monde paysan. L'unité n'est pas un choix mais une nécessité. Propos recueillis par **CBN**

Côme Bastin, correspondance à New Dehli